

Choisy le Roi, le 20 Février 1995

A

Monsieur BOUTROS BOUTROS GHALI
Secrétaire Général de l'O.N.U
UNITED NATION (U.N. HDQTRS)
NEW YORK - U.S.A

Monsieur le Secrétaire Général,

Nous avons l'honneur de vous adresser cette lettre au sujet des aides de votre organisme fournies à notre pauvre pays, le Cambodge. Nous pensons que nous n'avons pas besoin de vous décrire la situation actuelle de notre pays, parce que vos services vous informent régulièrement de sa situation très préoccupante actuellement.

En tant que Cambodgiens, nous voudrions exprimer nos sentiments sur le gouvernement royal cambodgien et l'utilisation des aides de votre organisme, des autres pays, et des prêts consentis par les institutions financières internationales.

Le mois prochain, le Comité International pour la reconstruction du Cambodge (CIRC), les représentants des pays donateurs et le gouvernement royal cambodgien se réuniront à Paris pour définir les directives de l'utilisation des aides internationales et des promesses de dons et d'aides, conformément à la partie 4 "Déclaration sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge" des accords pour un règlement politique global du conflit du Cambodge à Paris le 23 Octobre 1991. Nous vous remercions infiniment de la générosité de l'O.N.U, mais le gouvernement royal (deux partis: FUNCINPEC et PPC) ne respecte pas ses promesses et sa signature sur ces accords.

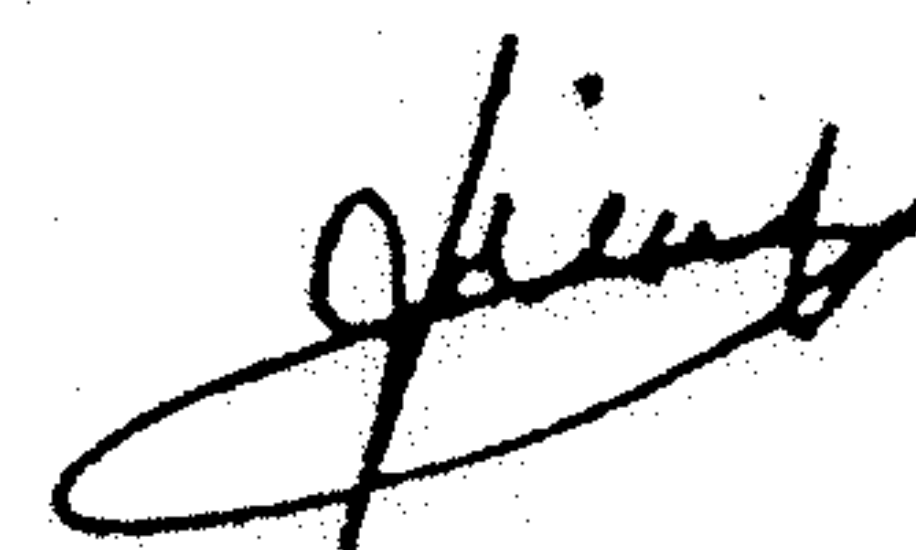
Nous nous permettons de vous rappeler l'article 1 de cette partie: " Le premier objectif de la reconstruction du Cambodge devra être le développement de la nation et du peuple cambodgiens sans discrimination ni préjugé et en respectant pleinement les droits de l'homme et les libertés fondamentales pour tous. La réalisation de cet objectif nécessite la mise en oeuvre complète du règlement politique global". Mais le gouvernement royal de notre pays a utilisé ces aides pour consolider son pouvoir et pour l'intérêt personnel et de clan. La pauvreté au Cambodge est très accentuée depuis plus d'un an et s'accroît tous les jours. En même temps le gouvernement a adopté une loi sur la presse au Cambodge qui est en violation flagrante avec le principe de liberté de la presse. Des associations de défense de la liberté d'expression, en particulier "Reporters sans frontières", ont réagi vivement contre l'adoption de cette loi. Ce gouvernement royal avait menacé la sécurité de certaines personnalités politiques qui ont osé critiquer l'activité du gouvernement. Il n'a pas l'intention de créer des institutions démocratiques pour surveiller les excès de pouvoir par son gouvernement et certaines autorités.

Dans l'espoir de votre compréhension sur notre inquiétude de la violation des droits de l'homme et de la liberté dans notre pays, nous espérons que vous demandez au gouvernement royal de les respecter et un engagement concret sur ses actions à l'avenir avant que l'O.N.U lui accorde de nouvelles aides. Sinon le peuple cambodgien penserait que ces aides seront utilisées pour l'opprimer, parce que, actuellement, il y a des voix qui s'élèvent contre ce gouvernement.

Enfin nous pensons que le combat de ce gouvernement contre les Khmers Rouges n'est pas efficace, et en plus nous avons constaté qu'il y a des complicités de la part des autorités officielles pour enlever et assassiner trois ressortissants des pays occidentaux. Il utilise la loi mettant les Khmers Rouges hors-la-loi pour opprimer les opposants. Actuellement ce gouvernement royal est en complicité avec des mafia pour blanchir l'argent sale et à certains niveaux avec des trafiquants de drogue. Nous croyons fermement que si le gouvernement royal continue dans cette voie, la jeunesse cambodgienne qui n'a pas connu le régime de génocide des Khmers Rouges pourrait soutenir leur cause.

Nous estimons que vous avez le poids de faire pression dans le bon sens sur ce gouvernement en liant des conditions avec les aides de l'O.N.U., et ce n'est pas ingérence dans les affaires intérieures du Cambodge.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de notre respectueuse considération.



LIM KIM YA
Président

MOULKHMER
26, Rue Labbé
94600 Choisy le Roi
FAX 48.53.46.41

Choisy le Roi, le 20 Février 1995

A

Monsieur Alain Juppé
Ministre des Affaires Etrangères
Ministère des Affaires Etrangères
37, Quai d'Orsay - 75700 Paris

Monsieur le Ministre,

Nous avons l'honneur de vous adresser cette lettre au sujet des aides de votre généreux pays fournies à notre pauvre pays, le Cambodge. Nous pensons que nous n'avons pas besoin de vous décrire la situation actuelle de notre pays, parce que vos services vous informent régulièrement de sa situation très préoccupante actuellement.

En tant que Cambodgiens, nous voudrions exprimer nos sentiments sur le gouvernement royal cambodgien et l'utilisation des aides de votre pays, des autres pays, et des prêts consentis par les institutions financières internationales.

Le mois prochain, le Comité International pour la reconstruction du Cambodge (CIRC), les représentants des pays donateurs et le gouvernement royal cambodgien se réuniront à Paris pour définir les directives de l'utilisation des aides internationales et des promesses de dons et d'aides, conformément à la partie 4 "Déclaration sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge" des accords pour un règlement politique global du conflit du Cambodge à Paris le 23 Octobre 1991. Nous vous remercions infiniment de la générosité de votre pays, mais le gouvernement royal (deux partis: FUNCINPEC et PPC) ne respecte pas ses promesses et sa signature sur ces accords.

Nous nous permettons de vous rappeler l'article 1 de cette partie: " Le premier objectif de la reconstruction du Cambodge devra être le développement de la nation et du peuple cambodgiens sans discrimination ni préjugé et en respectant pleinement les droits de l'homme et les libertés fondamentales pour tous. La réalisation de cet objectif nécessite la mise en oeuvre complète du règlement politique global". Mais le gouvernement royal de notre pays a utilisé ces aides pour consolider son pouvoir et pour l'intérêt personnel et de clan. La pauvreté au Cambodge est très accentuée depuis plus d'un an et s'accroît tous les jours. En même temps le gouvernement a adopté une loi sur la presse au Cambodge qui est en violation flagrante avec le principe de liberté de la presse. Des associations de défense de la liberté d'expression, en particulier "Reporters sans frontières", ont réagi vivement contre l'adoption de cette loi. Ce gouvernement royal avait menacé la sécurité de certaines personnalités politiques qui ont osé critiquer l'activité du gouvernement. Il n'a pas l'intention de créer des institutions démocratiques pour surveiller les excès de pouvoir par son gouvernement et certaines autorités.

Dans l'espoir de votre compréhension sur notre inquiétude de la violation des droits de l'homme et de la liberté dans notre pays, nous espérons que vous demandez au gouvernement royal de les respecter et un engagement concret sur ses actions à l'avenir avant de lui accorder votre aide. Sinon le peuple cambodgien penserait que cette aide est utilisée pour l'opprimer, parce que, actuellement, il y a des voix qui s'élèvent contre ce gouvernement.

Enfin nous pensons que le combat de ce gouvernement contre les Khmers Rouges n'est pas efficace, et en plus nous avons constaté qu'il y a des complicités de la part des autorités officielles pour enlever et assassiner trois ressortissants des pays occidentaux. Il utilise la loi mettant les Khmers Rouges hors-la-loi pour opprimer les opposants. Actuellement ce gouvernement royal est en complicité avec des mafia pour blanchir l'argent sale et à certains niveaux avec des trafiquants de drogue. Nous croyons fermement que si le gouvernement royal continue dans cette voie, la jeunesse cambodgienne qui n'a pas connu le régime de génocide des Khmers Rouges pourrait soutenir leur cause.

Nous estimons que vous avez le poids de faire pression dans le bon sens sur ce gouvernement en liant des conditions avec les aides de votre pays, et ce n'est pas ingérence dans les affaires intérieures du Cambodge.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.



LIM KIM YA
Président

MOULKHMER
26, Rue Labbé
94600 Choisy le Roi
FAX 48.53.46.41

Choisy le Roi, le 20 Février 1995

A

Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères
d'Indonésie
aux bons soins de
Monsieur l'Ambassadeur d'Indonésie

Monsieur le Ministre,

Nous avons l'honneur de vous adresser cette lettre au sujet des aides de votre généreux pays fournies à notre pauvre pays, le Cambodge. Nous pensons que nous n'avons pas besoin de vous décrire la situation actuelle de notre pays, parce que vos services vous informent régulièrement de sa situation très préoccupante actuellement.

En tant que Cambodgiens, nous voudrions exprimer nos sentiments sur le gouvernement royal cambodgien et l'utilisation des aides de votre pays, des autres pays, et des prêts consentis par les institutions financières internationales.

Le mois prochain, le Comité International pour la reconstruction du Cambodge (CIRC), les représentants des pays donateurs et le gouvernement royal cambodgien se réuniront à Paris pour définir les directives de l'utilisation des aides internationales et des promesses de dons et d'aides, conformément à la partie 4 "Déclaration sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge" des accords pour un règlement politique global du conflit du Cambodge à Paris le 23 Octobre 1991. Nous vous remercions infiniment de la générosité de votre pays, mais le gouvernement royal (deux partis: FUNCINPEC et PPC) ne respecte pas ses promesses et sa signature sur ces accords.

Nous nous permettons de vous rappeler l'article 1 de cette partie: " Le premier objectif de la reconstruction du Cambodge devra être le développement de la nation et du peuple cambodgiens sans discrimination ni préjugé et en respectant pleinement les droits de l'homme et les libertés fondamentales pour tous. La réalisation de cet objectif nécessite la mise en oeuvre complète du règlement politique global". Mais le gouvernement royal de notre pays a utilisé ces aides pour consolider son pouvoir et pour l'intérêt personnel et de clan. La pauvreté au Cambodge est très accentuée depuis plus d'un an et s'accroît tous les jours. En même temps le gouvernement a adopté une loi sur la presse au Cambodge qui est en violation flagrante avec le principe de liberté de la presse. Des associations de défense de la liberté d'expression, en particulier "Reporters sans frontières", ont réagi vivement contre l'adoption de cette loi. Ce gouvernement royal avait menacé la sécurité de certaines personnalités politiques qui ont osé critiquer l'activité du gouvernement. Il n'a pas l'intention de créer des institutions démocratiques pour surveiller les excès de pouvoir par son gouvernement et certaines autorités.

Dans l'espoir de votre compréhension sur notre inquiétude de la violation des droits de l'homme et de la liberté dans notre pays, nous espérons que vous demandez au gouvernement royal de les respecter et un engagement concret sur ses actions à l'avenir avant de lui accorder votre aide. Sinon le peuple cambodgien penserait que cette aide est utilisée pour l'opprimer, parce que, actuellement, il y a des voix qui s'élèvent contre ce gouvernement.

Enfin nous pensons que le combat de ce gouvernement contre les Khmers Rouges n'est pas efficace, et en plus nous avons constaté qu'il y a des complicités de la part des autorités officielles pour enlever et assassiner trois ressortissants des pays occidentaux. Il utilise la loi mettant les Khmers Rouges hors-la-loi pour opprimer les opposants. Actuellement ce gouvernement royal est en complicité avec des mafia pour blanchir l'argent sale et à certains niveaux avec des trafiquants de drogue. Nous croyons fermement que si le gouvernement royal continue dans cette voie, la jeunesse cambodgienne qui n'a pas connu le régime de génocide des Khmers Rouges pourrait soutenir leur cause.

Nous estimons que vous avez le poids de faire pression dans le bon sens sur ce gouvernement en liant des conditions avec les aides de votre pays, et ce n'est pas ingérence dans les affaires intérieures du Cambodge.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.



LIM KIM YA
Président